

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°799 / Juin 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{er} trimestre 2024

Le deuxième semestre de l'année 2023 a été le reflet des inquiétudes du monde économique, accentuées par le blocage de l'île pendant 6 semaines en début d'année 2024. La levée des barrages début mars et le retour à la normale de l'activité a permis aux chefs d'entreprises de commencer à renouer avec la confiance. Si évoquer une reprise est prématuré, la conjoncture économique mahoraise semble repartir de l'avant. Ainsi, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) passe au dessus de sa moyenne de longue période (100) sans pour autant retrouver les niveaux de 2022 et de début 2023. Le rebond de l'ICA est porté essentiellement par des perspectives optimistes pour le second trimestre, indiquant un espoir de reprise chez les entrepreneurs. L'inflation connaît une nouvelle hausse et passe au dessus du niveau national et la consommation des ménages recule.

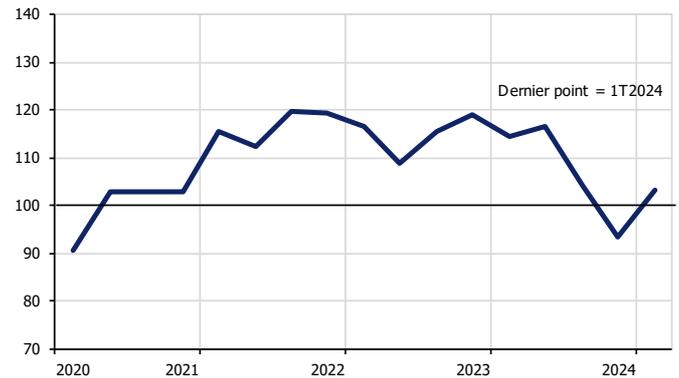
Un climat des affaires à la recherche d'un nouveau souffle

L'ICA repart à la hausse

Le premier trimestre 2024 est marqué par une hausse de 9,9 points de l'ICA (après -10,9 points au trimestre précédent) pour s'établir à 103,2 points. S'il ne retrouve pas encore les niveaux de 2022 et de début 2023, l'ICA remonte toutefois au dessus de sa moyenne de longue période.

Cette évolution peut surprendre en raison du blocage de l'économie de l'île pendant une partie du premier trimestre, entraînant une baisse de l'activité et une détérioration des trésoreries. Elle peut toutefois s'expliquer par l'espoir que les entrepreneurs entretiennent sur l'activité à venir au prochain trimestre, compte tenu de leurs carnets de commandes toujours remplis. Ils prévoient ainsi une activité en hausse, accompagnée de recrutements et d'une amélioration des trésoreries.

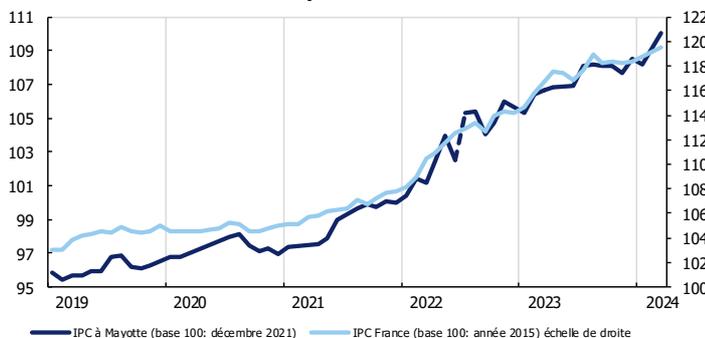
Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = Moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Rebond de l'inflation

Indice des prix à la consommation



Source : Insee, données mensuelles

L'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 1,4 % au premier trimestre 2024, porté principalement par une hausse des prix de l'énergie (+8,3 %) et des services (+1,6 %), et dans une moindre mesure par celle de l'alimentation (+0,8 %) et des produits manufacturés (+0,7 %).

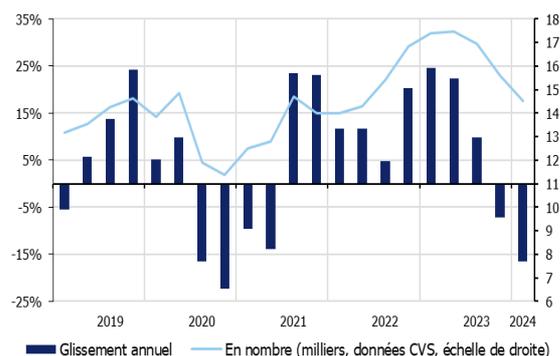
En glissement annuel, l'inflation accélère (+3,1 %, après +2,7 % en décembre 2023) et se place à un niveau supérieur à celui du national (+2,3 %). La hausse des prix de l'énergie pèse particulièrement (+7,5 %). En effet, hors énergie, les prix augmentent de 2,7 % (+2,2 % au niveau national). Les autres postes contribuent également à cette croissance : les prix des services et de l'alimentation progressent de 2,7 % et ceux des produits manufacturés de 1,8 %.

Baisse du nombre des demandeurs d'emploi

Au premier trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) diminue de 6,6 % (CVS) par rapport à décembre 2023. Bien que toutes les catégories soient concernées, la tendance est plus prononcée chez les femmes (-9,6 %) que chez les hommes (-0,6 %). D'un point de vue générationnel, les 25-49 ans connaissent la baisse la plus significative (- 10,4 %), tandis qu'une hausse est à noter pour les moins de 25 ans (+2,5 %).

Ces chiffres indiquent une amélioration du marché de l'emploi. Cependant, leur interprétation doit être nuancée. En effet, il demeure difficile d'évaluer avec certitude le marché du travail mahorais. Compte tenu des blocages qui ont eu cours sur le territoire en début d'année 2024, de nombreuses personnes ont pu rencontrer des difficultés pour leur enregistrement, rendant plus difficile la mesure du marché de l'emploi mahorais.

Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A



Source : France Travail

La consommation des ménages semble diminuer de nouveau

Importations de biens de consommation produits courants
(En millions d'euros, données CVS)



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Le ralentissement de la consommation des ménages semble se confirmer, notamment du fait des blocages qui ont causé une baisse drastique de la fréquentation des commerces, mais également une difficulté notable d'approvisionnement dans les magasins.

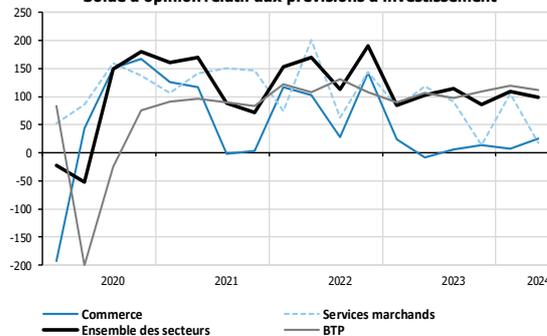
Les importations des produits courants reculent de 13,7 % (CVS) tandis que celles de biens d'équipement enregistrent une hausse de 7,9 %. En glissement annuel, le recul de la consommation des ménages se confirme. Les importations de produits courants et des biens d'équipement du foyer baissent respectivement de 23,2 % et 6,6 %. L'encours bancaire des crédits à la consommation progresse (+1,4 %). Cependant, l'interprétation de ces chiffres est à nuancer au regard des perturbations de l'activité portuaire.

Des prévisions d'investissement toujours favorables

S'agissant de l'investissement des entreprises, les importations de biens d'investissements diminuent de 20 % par rapport au trimestre précédent (-39,1 % sur un an), tandis que l'encours bancaire des crédits d'investissement progresse de 16,9 % (+31,9 % en glissement annuel).

Les prévisions d'investissement à un an demeurent favorables pour l'ensemble des secteurs.

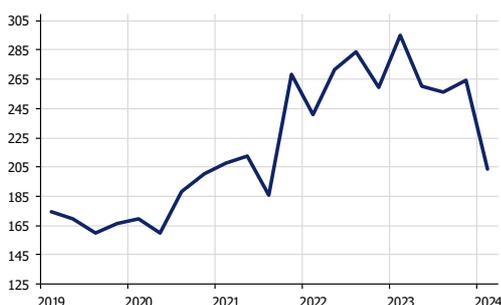
Solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, données CVS

Chute des importations

Importations
(En millions d'euros, données CVS)



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Au premier trimestre 2024, la valeur totale des importations diminue fortement (-22,9 %, CVS). Cette diminution provient sans doute des conséquences des blocages pour l'activité portuaire de Longoni.

À l'exception des importations de biens d'équipement du foyer qui progressent de 7,9 %, l'ensemble des autres postes est en recul sur le trimestre : les produits courants de 13,7 %, les produits d'investissement de 20 % et les produits intermédiaires de 23,1 %.

En glissement annuel, la tendance s'accroît. Les importations chutent sensiblement (- 30,9 %), portées par l'ensemble des postes.

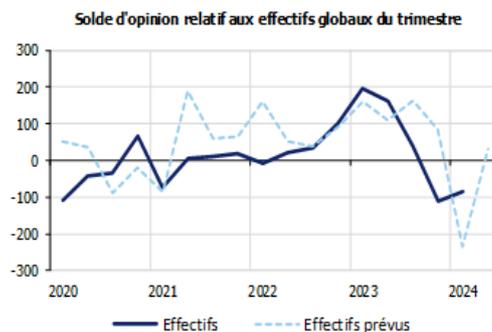
Concernant les exportations, celles-ci progressent de 47,4 % au premier trimestre 2024. En glissement annuel, elles augmentent également (+15,4 %). Toutefois, les exportations demeurent très faibles au regard des

importations, le taux de couverture est de 1,7 %.

Une activité dégradée au 1^{er} trimestre 2024

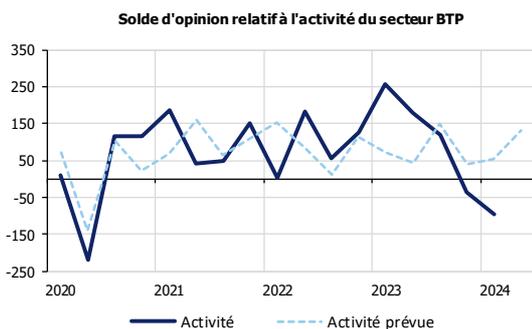
Si la baisse a été moins forte que ne le craignaient les chefs d'entreprises, l'activité du premier trimestre demeure tout de même dégradée et touche l'ensemble des grands secteurs étudiés. Les effectifs continuent de se réduire. Les trésoreries ont été particulièrement impactées. Toutefois, les carnets de commande demeurent remplis.

Pour le deuxième trimestre 2024, des perspectives plus optimistes sont attendues avec une activité en progression et une amélioration des trésoreries. Les délais de paiement s'amélioreraient et les effectifs devraient repartir à la hausse.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Un trimestre compliqué pour le BTP



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

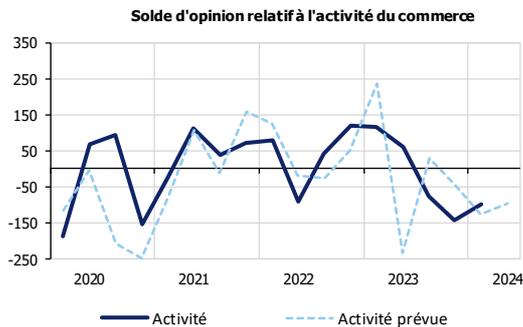
Au premier trimestre 2024, le secteur de la construction enregistre une activité en net recul. En outre, les entrepreneurs du secteur ont vu leur niveau de trésorerie baisser. Cependant, leurs carnets de commandes restent remplis.

Pour le deuxième trimestre 2024, les professionnels de la construction espèrent une situation meilleure. Ils prévoient un rebond de l'activité et une augmentation de leurs effectifs. Cependant, ils anticipent une dégradation de leur trésorerie.

Une activité commerciale morose

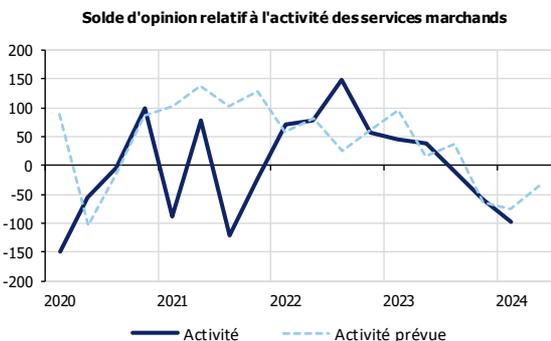
L'activité commerciale reste en berne au premier trimestre 2024. Les trésoreries se dégradent et les effectifs diminuent. Cependant, les délais de paiement se raccourcissent.

Concernant le deuxième trimestre 2024, malgré une dégradation prévue de l'activité, les chefs d'entreprises du secteur commercial anticipent une amélioration de leurs trésoreries et une baisse de leurs charges.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Une activité toujours dégradée pour les services marchands



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les chefs d'entreprise indiquent une activité en diminution au premier trimestre 2024 et une dégradation de leurs trésoreries.

Concernant le deuxième trimestre 2024, les professionnels du secteur prévoient une activité toujours à la baisse, bien que moins dégradée qu'au premier trimestre. Cependant, les trésoreries, les effectifs et les prix pratiqués augmenteraient.

La conjoncture régionale et internationale

L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE RESISTE MALGRE DE NOMBREUSES INCERTITUDES

En 2023, la croissance économique mondiale s'est élevée à 3,2 % selon les estimations publiées par le FMI en avril 2024. L'économie mondiale a fait preuve de résilience malgré les perturbations de certaines chaînes d'approvisionnement, la persistance d'une inflation soutenue et le resserrement généralisé de la politique monétaire. L'inflation mondiale s'est ainsi élevée à 6,8 % en 2023 après un pic à 8,7 % en 2022. Pour les années 2024 et 2025, la hausse du PIB mondial devrait être identique à 2023 (+3,2 %) alors que l'inflation devrait continuer de ralentir (+5,9 % en 2024 et +4,5 % en 2025) selon le FMI. Plusieurs incertitudes pourraient toutefois entraîner une révision à la baisse de la prévision de PIB, notamment le risque d'une nouvelle flambée des prix des matières premières avec l'accroissement des tensions géopolitiques alors que l'inflation des services reste encore élevée.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2024, en glissement trimestriel, après une hausse de 0,8 % au quatrième trimestre 2023. Cette évolution reflète principalement un ralentissement de la demande intérieure (+0,7 % après +0,9 %) et une augmentation des importations (+1,8 %). Sur l'année 2024, le FMI anticipe une hausse du PIB de 2,7 %.

Dans la zone euro, l'activité économique a progressé de 0,3 % au premier trimestre 2024 après un recul de 0,1 % au trimestre précédent. Le taux d'inflation de la zone a continué de ralentir pour s'établir à 2,4 % à fin mars 2024. Un an auparavant, il atteignait 8,3 % dans la zone euro. Le taux de chômage reste pour sa part stable, à 6,5 %, soit un niveau sensiblement identique à celui enregistré un an auparavant (6,6 %). Selon les prévisions du FMI, le PIB pourrait croître de 0,8 % sur l'ensemble de l'année 2024.

D'après l'Insee, le PIB de la France a crû de 0,2 % après une hausse de 0,1 % au quatrième trimestre 2023. Cette évolution s'explique principalement par le rebond de l'investissement (+0,3 % après -0,9 %) et de la consommation des ménages (+0,4 % après +0,2 %). La contribution du commerce extérieur est en revanche nulle sur le trimestre. Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,8 % en 2024.

Au Japon, le PIB s'est contracté de 0,5 % au premier trimestre 2024 après une croissance nulle au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par une diminution de la consommation des ménages (-0,7 %), de l'investissement (-0,3 %) et des exportations de biens et services (-5,0 %). Le FMI table sur une progression du PIB de 0,9 % sur l'ensemble de l'année 2024.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,2 % en 2024. L'activité serait particulièrement dynamique en Inde (+6,8 %) et en Chine (+4,6 %) et dans une moindre mesure en Russie (+3,2 %) et au Brésil (+2,2 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 23 mai 2024.

DES ÉCONOMIES MIEUX ORIENTÉES, SOUVENT EN LIEN AVEC UNE REPRISE DU TOURISME

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique s'intensifie au 1^{er} trimestre 2024 : +11,4 % par rapport au 1^{er} trimestre 2023, après +6,3 % au 4^e trimestre 2023. Néanmoins, ces bons chiffres contribuent à l'appréciation de la monnaie nationale qui participe aux tensions déflationnistes observées depuis mai 2023 (-1,6 % à mars 2024 en glissement annuel). La Banque centrale seychelloise a ainsi abaissé son taux directeur de 0,25 point pour s'établir à 1,75 %.

À **Maurice**, en 2023, la croissance du PIB est estimée à +7,0 %. Cette hausse s'inscrit dans le sillage d'une forte dynamique des investissements (+30,9 %) et de la consommation des ménages (+1,5 %). L'activité touristique retrouve également des couleurs, avec une augmentation d'un tiers du nombre de touristes. La Banque centrale maintient ses taux à 4,5 %. Bien qu'en baisse, les prévisions pour 2024 restent positives avec une croissance estimée à +4,9 %.

À **Madagascar**, la croissance économique est estimée à 3,8 % en 2023, selon la Banque mondiale, tirée par le tourisme, les arrivées ayant presque doublé par rapport à 2022. Après un pic de 12,3 % en mars 2023, l'inflation reflue pour atteindre 7,3 % à mars 2024. La Banque centrale maintient ses taux, pour contrôler l'inflation malgré des prévisions optimistes. Enfin, les exportations de produits clés comme la vanille et le cobalt baissent fortement au 1^{er} trimestre 2024, en raison de marchés mondiaux en nettes baisses (-81 % du prix de la vanille).

En **Afrique du Sud**, l'économie continue de subir des délestages électriques depuis plus de 2 ans, auxquels se rajoutent les congestions portuaires et un système ferroviaire défectueux. Cette situation pèse sur la croissance économique, qui est estimée à 0,6 % en 2023, après +1,9 % en 2022 et +4,7 % en 2021. Toutefois, la Banque centrale anticipe sur une amélioration de ces contraintes et est plus optimiste pour 2024 et 2025. Elle maintient de nouveau son taux directeur à 8,25 %, compte tenu des pressions inflationnistes dans les services.

Aux **Comores**, l'activité économique est favorable en 2023, avec une hausse de 3,3 % de la croissance du PIB selon la Banque centrale après +2,6 % en 2022. Cette bonne orientation s'explique par un environnement interne favorable en raison du recul de l'inflation et du soutien à l'activité économique des partenaires au développement (le FMI, la Banque Mondiale, la Banque africaine de développement, etc.).

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque Mondiale.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : P. CROISSANDEAU – Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF
Rédaction : N. OUMOURI, R. RAULT – Éditeur : IEDOM